



**6 PAGES 5 CENTIMES**  
Fondé en 1893

**DE ROUBAIX TOURCOING**  
Fondé en 1893

**6 PAGES 5 CENTIMES**  
Fondé en 1893

**La Journée d'Hier**  
Rien de nouveau sur la question du Maroc. — Le ton de la presse allemande devient de plus en plus rassurant.

Le gouvernement russe paraît follement décidé à poursuivre la guerre. En Mandchourie, la situation de Linnévitch est critique.

En Pologne on s'attend à de nouveaux troubles. — On signale des massacres épouvantables dans le Caucase.

Dans un banquet, à Versailles, le ministre de la guerre a prononcé quelques paroles rassurantes sur l'état de l'armée et a félicité la campagne démocratique des journaux nationalistes.

Les fêtes de Lille ont attiré dans la ville une foule considérable.

**A BATONS ROMPUS**  
**NOTRE FORCE MILITAIRE**

J'ai eu hier à Lille, un entretien avec un officier du premier corps d'armée, l'un des plus en vue d'ailleurs et de ceux dont la valeur et le savoir technique sont le plus généralement reconnus. Ses déclarations furent rassurantes et il est bon de les consigner ici pour les lecteurs du Réveil.

« Vous me demandez, me dit-il, s'il faut s'attendre à la guerre ? Certes, vous savez, sort un peu de ma compétence. Et, du reste, croyez-vous que quelqu'un en France, pourrait vous répondre sérieusement sur ce point ? Ce n'est pas nous, assurément, qui déclarerons la guerre à l'Allemagne et il est bien entendu que nous n'en viendrons aux mains que si nous sommes forcés de nous défendre. »

C'est précisément parce que nous n'en savons rien, qu'il est fort sage de nous tenir sur nos gardes.

On s'alarme bien à tort de tout ce remue-ménage, de ce commencement de mobilisation qui s'effectue momentanément, sur la frontière de l'est. Qu'est-ce que cela prouve, je vous le demande ? Il y a là des PRECAUTIONS ELEMENTAIRES, voyons, cela se conçoit !

Sans doute, la nation allemande n'est pas plus que nous décidée à la guerre pour cette affaire du Maroc qui, au fond, l'intéresse peu. Mais n'oubliez pas qu'en matière de mobilisation surtout, la nation allemande n'est pas libre comme nous ; elle a un maître.

Et qui pourrait dire les projets de ce maître dangereux, de ce maître à l'imagination déréglée et chimérique ?

C'est là précisément le point noir, à mon sens. N'est-il pas probable que cet empereur, qui a donné au monde des preuves si éclatantes de « romantisme » profond, n'y a-t-il pas des chances pour qu'il échappe depuis longtemps, au cœur de ses rêves quelque projet énorme et insensé ? Cet empereur a épris de gloire militaire, est-il si dénué pour le paix du monde, inquiet pour nous, surtout, ses voisins du côté de l'Océan ? Songez aux circonstances de cette querelle d'Allemagne qu'il nous a cherchée, cette querelle d'un imprévu déconcertant, d'une mauvaise volonté évidente, cette querelle dont l'étendue dépasse singulièrement l'importance du sujet, cette querelle fomentée par sa brusque initiative, au moment précis où l'alliance franco-russe n'a plus de valeur effective !

Tout cela est très touchant, certes. Mais n'exagérons rien, cependant. Je ne vous donne là que des impressions personnelles ; je puis fort bien me tromper et j'ai tort, peut-être, de m'emballer un peu trop. La sagesse consistait à ne pas s'attendre à rien de l'avenir et parce que nous ne savons rien de l'avenir et parce que nous ne sommes guère en état de le prévoir. La sagesse consisterait surtout à ne pas se laisser émouvoir par des mesures militaires dont l'appareil est toujours impressionnant mais qui ne prouvent rien ; je vous le répète, qui ne prouvent absolument rien. La prudence les impose contre l'incertitude de demain.

Car, admettez, admettez que cette fantaisie de Guillaume dont nous ne savons rien, nous déclare brusquement la guerre, vous savez l'importance décisive du premier choc dans les guerres modernes, vous savez comme il importe que nous soyons prêts ?

Vous me demandez si, moi, je n'ignore pas la frontière du Nord, dans un conflit avec l'Allemagne, serait menacée du côté de la Belgique ?

Eh bien, non, je ne le crois pas ; je puis vous répondre en toute franchise. On a souvent parlé, je sais bien, de ce plan d'invasion de la France qui consisterait à esquiver la terrible barrière de l'est, à tourner nos forces accumulées pour la défense et à fonder directement, en violant la neutralité de la Belgique, sur notre région et sur nos charbonnages du Nord. C'est beau, ce plan évident, mais c'est chimérique. Les Allemands y regarderaient à deux fois avant de violer la neutralité de la Belgique ; il leur faudrait déchirer les traités de 1815 ; sources de difficultés fort complexes, tout cela, et infinies. Et, du reste, tous leurs quais de débarquement sont en Lorraine.

Les fortifications de Lille, dites-vous ? Ah ! les fortifications de Lille et rien, voyez-vous... Sans doute, il y a toujours un fossé à franchir... mais c'est une petite affaire... Le corps de place, est bon, toutefois.

Enfin, mettons les choses au pis, voulez-vous ? Admettons que nous nous trouvions, seuls, obligés de nous défendre contre une agression allemande. Nous n'aurions pas, à mon avis, la partie mauvaise. La situation n'est pas à comparer avec celle de 70. Les journaux qui se créent un monopole du patriotisme font en ce moment de la sale besogne, la besogne la plus grossière antipatriotique qui soit pour les besoins de leur cause, ces journaux mentent et ils le savent bien. Et leurs mensonges ne tendent à rien moins qu'à démoraliser, à décourager la nation, à lui enlever toute la force de son énergie. Ils vont, criant qu'une mauvaise organisation, comme des dissensions intestines amenées par la politique, ont anéanti toute la puissance de cohésion de l'armée française. Mensonges et lâches calomnies !

La politique en des circonstances comme celle-ci, vous le voyez bien, ne divise pas plus l'armée que la nation. Les dissentiments politiques sont oubliés et ont reculé à l'extrême arrière-plan. En quelques jours, l'opinion publique, divisée d'habitude, a pris une force de cohésion étonnante.

Et chez nous, qui tenons tant à la paix, qui faisons tout pour la paix, une agression injustifiée et odieuse soulèverait d'indignation toute la conscience publique. Une guerre défensive contre l'Allemagne serait une guerre populaire.

Non, je vous le répète, nous pouvons avoir confiance en notre force militaire. Et l'Allemagne ne l'ignore pas. Quels sont dans une guerre les éléments de succès ? Le nombre, la valeur du commandement, la valeur du matériel, la valeur individuelle du soldat.

Or, les effectifs allemands peuvent être supérieurs aux nôtres, mais on accorde encore trop d'importance, à mon avis, à la supériorité du nombre et, par suite d'un mode d'organisation que je n'ai pas le temps de vous expliquer, je crois que l'on peut considérer comme un élément négligeable cette supériorité, d'ailleurs peu considérable, des effectifs allemands sur les nôtres.

La valeur du commandement, la valeur du haut commandement ? — Il y a des chances pour qu'elle surpasse chez nous celle des Allemands. Nos grands chefs ignorent absolument, en 70, le grand art de la guerre, mais nous avons fait depuis ce temps, un chemin considérable et c'est en notre pays qu'ont été élaborées les grandes méthodes de la guerre moderne, ne l'oubliez pas. Et cela, joint aux qualités d'initiative rapide qui caractérisent notre mentalité française, nous est un appoint sérieux dans les luttes futures.

La valeur du matériel ? Vous savez qu'elle constitue à peu près complètement la force de l'artillerie. Sur ce point, les Allemands ne nous sont même pas comparables et la tactique admise par nos officiers d'artillerie qui sont, dans notre armée, les plus savants, et ceux qui comprennent le plus parfaitement leur rôle, la tactique de nos officiers d'artillerie de l'officier supérieur au simple sous-lieutenant est si admirablement appropriée aux nécessités de la guerre moderne que nous pouvons avoir dans notre artillerie la plus entière confiance et qu'elle est, autant que possible, à la hauteur de sa grande tâche. L'artillerie est, en effet, dans les combats d'aujourd'hui, la grande ouvrière. Elle est l'arme du premier choc et de la première trouée. Son rôle décide du sort des batailles.

Reste l'infanterie, car je ne parle pas de la cavalerie dont le rôle devient de plus en plus secondaire. Reste l'infanterie ; sa fonction est la plus complexe de toutes. Sa puissance réside à la fois dans l'efficacité de son tir et dans la valeur propre du soldat, et j'entends par là, non seulement son courage et sa foi, mais son initiative, son intelligence, son astuce.

Or, notre infanterie, si elle n'est pas supérieure n'est sans doute pas inférieure au fusil allemand. Et quant à la valeur de notre fantassin, ses qualités natives d'homme « débrouillard », malin, actif, endurable, héroïque quand il le faut, créent entre lui et son lourd adversaire allemand, un abîme plus profond encore que celui qui sépare les Japonais des Russes.

En somme, vous voyez, qu'à mon avis, du moins, même en mettant les choses au pis, nous n'aurions pas la partie mauvaise dans une lutte avec l'Allemagne.

Vous me demandez si, moi, je n'ignore pas la frontière du Nord, dans un conflit avec l'Allemagne, serait menacée du côté de la Belgique ?

Eh bien, non, je ne le crois pas ; je puis vous répondre en toute franchise. On a souvent parlé, je sais bien, de ce plan d'invasion de la France qui consisterait à esquiver la terrible barrière de l'est, à tourner nos forces accumulées pour la défense et à fonder directement, en violant la neutralité de la Belgique, sur notre région et sur nos charbonnages du Nord. C'est beau, ce plan évident, mais c'est chimérique. Les Allemands y regarderaient à deux fois avant de violer la neutralité de la Belgique ; il leur faudrait déchirer les traités de 1815 ; sources de difficultés fort complexes, tout cela, et infinies. Et, du reste, tous leurs quais de débarquement sont en Lorraine.

Non, je ne crois pas notre frontière du Nord directement menacée dans le cas d'une guerre avec l'Allemagne, je ne crois pas Lille directement menacée, non plus.

politique de recul de la part du cabinet Rouvier... La République est aujourd'hui assez forte pour se montrer généreuse, même à l'égard de ceux qui tentent de la poignarder dans le dos, en des heures critiques. On peut encore juger que ceux-ci ont suffisamment expié leur criminelle audace. Cependant, nous y insistons encore, il faut que l'acte qui, dit-on, se prépare à l'occasion du prochain XIV Juillet, soit clairement expliqué, dans ses motifs, pour que la réaction ne puisse l'exploiter ensuite comme une capitulation républicaine.

Il appartient au gouvernement de prendre, à cet égard, les précautions nécessaires. Ceci dit, qu'il nous soit permis de regretter que les travailleurs condamnés pour faits de grève, nous ne parions pas des journalistes frappés pour délits de presse, car on nous reprocherait, peut-être, de prêcher pour notre paroisse, — qu'il nous soit permis de regretter que les travailleurs ne bénéficient pas d'une sollicitude égale à celle que le gouvernement paraît vouloir octroyer aux conspirateurs césariens, cléricaux ou royalistes.

Il y a plusieurs mois déjà, en effet, que la Chambre a voté, en ce qui concerne les ouvriers une proposition d'amnistie émanée de l'initiative parlementaire, et cette proposition est encore retenue au Luxembourg. Nous savons bien que, sur interpellation, le Garde des Sceaux a déclaré, vendredi, à la Chambre, qu'il était résolu à demander au Sénat une discussion prochaine de cette amnistie, mais pourquoi s'en est-il désintéressé jusqu'à présent ? En tout cas, il serait scandaleux que la clémence des législateurs s'exerçât en faveur d'adversaires notoire de la démocratie avant de profiter à des profiteurs dont le seul crime est d'avoir défendu leurs salaires, c'est-à-dire le pain de leurs femmes et de leurs enfants.

Si le gouvernement ne tenait pas compte de toutes ces considérations, nous espérons que la Chambre saurait lui en faire ressortir l'importance, et lui notifier clairement que si l'heure n'est pas venue de faire passer l'attentat de Reuilly et de leurs complices, elle a sonné depuis bien plus longtemps encore pour les victimes de l'exploitation capitaliste.

**Cà et Là**  
DE LAUDACE I  
Comment gagner sa vie ! C'est chaque jour plus difficile. Les carrières libérales sont encombrées ; le chômage menace les travailleurs les plus habiles et les plus assidus.

Il y a bien la spéculation, mais il y faut des capitaux et les risques sont nombreux. Voilà, je suppose, à quoi pensent les individus qu'on vient d'arrêter à Budapest. Le fruit de leurs méditations fut une création hardie et vraiment neuve : une société anonyme de tricheurs aux jeux.

Nous avons bien les bonnettes qui sont en quelque sorte constitués en syndicat et qui vivent du produit de jeux malhonnêtes. Les bonnettes s'arrangent pour ne jamais perdre, et, quand ils perdent par hasard, ils ne paient pas. Ils sont donc assurés contre les infidélités de la fortune capricieuse.

Mais ils n'ont pas la belle allure des tricheurs de Budapest. L'originalité de ces derniers est dans ce fait qu'ils avaient codifié les mille et un trucs aimés des grecs et d'abord fait appel à un certain nombre de capitalistes évidemment peu scrupuleux. A ces bailleurs, la société anonyme de Budapest distribuait régulièrement des dividendes.

Est-ce que cela ne vous dit rien, et n'est-ce pas vraiment un tour de force que d'avoir fait de la carte biseauté le meilleur des placements des pères de famille ?

Sans doute, il ne faut s'étonner de rien, et nous en avons vu bien d'autres dans l'ordre de l'esqueroir.

Mais l'idée n'était encore venue à personne de fonder une société du genre de celle de Budapest. Adisson, qui fut chez nous le plus aventureux des chevaliers de la dame de pique, n'avait pas songé à celle-là. Il avait des amis, mais il n'était pas d'associés, encore moins des actionnaires. Peut-être eût-il trop tôt dans un monde trop jeune, peut-être aussi fut-il tout gouverné. Est-ce qu'on sait, et le mot de l'écriture : « Malheur à l'homme seul ! » s'appliquerait-il même aux individus qui font sauter la coupe et ont toujours une carte en réserve dans leur manchette ?

**LIBRE & L'INSTITUTEUR**  
Ces pauvres instituteurs ont besoin d'être trépidés, quand ils veulent donner des noms d'animaux aux élèves paresseux ou inintelligents.

Un instituteur de l'arrière vient d'en faire la fâcheuse expérience, le fils d'un fermier de l'endroit, n'ayant pu trouver la solution exacte d'un problème, l'instituteur corrigea le problème au tableau et ordonna à l'élève de recopier la solution sur son cahier.

Mais l'élève n'ayant rien recopié du tout, son maître écrivit sur le dit cahier : « Cet enfant est un âne, il ne prend même pas la peine de corriger son travail. »

Aujourd'hui, on ne peut plus de noblesse. Notre fermier me l'entendit pas, en effet, de cette ornière et fut très humilié de savoir que son fils était comparé à un âne.

Il fit même citer l'instituteur devant le juge de paix, lequel infligea dans sa sagesse, une amende de vingt francs au maître irrévérencieux.

peut-être pas réclamé, si l'instituteur s'était contenté de traiter ses fils de crétin. Qu'il y a de cela, c'est que jadis un grand nombre d'écoliers ont même connu le surnom d'âne, ce qui ne les a pas empêchés de devenir, plus tard, des hommes dans la libre acception du terme, de très utiles citoyens.

Nous à cette heure, même à la campagne, comme on le voit, il se trouve des pères de famille qui ont un tout autre sentiment de la dignité. Nos instituteurs ne devront pas l'oublier.

**France et Maroc**  
La Délégation permanente des Sociétés Françaises de la Paix a voté l'ordre du jour suivant :

« Considérant qu'il serait trop absurde que la pénétration pacifique au Maroc puisse entraîner des maux sans nombre, compte sur la sagesse des gouvernements, pour donner satisfaction à la volonté pacifique des peuples. »

Pour la Délégation Permanente : Le bureau : MM. F. Passy, Ch. Richet, Emile Arnould, Ed. Spalikowski.

Les Membres présents : MM. P. Allégret, Ch. Beauquier, Lucien Le Foyer, Mlle J. Toussaint, André Weiss.

**L'Eglise et la Politique**  
L'Ami du Clergé est la revue de casuistique de « ces messieurs ». A cette revue spéciale, un curé est prétendu avoir posé la question suivante :

« Le meilleur travail que nous ayons à faire, notamment pour les élections de 1906, est précisément d'enseigner et d'éclairer le plus possible nos gens, de manière pratique, de manière à les convaincre, ou tout au moins à les mettre en mauvais état de conscience, devant l'évidence du mal clairement révélé à leurs yeux. Est il temps de s'y mettre. »

« Quelques refus d'absolution, théoriquement bien motivés, pourraient efficacement, en certains milieux, donner à réfléchir. Affaire de prudence casuistique à régler pour chaque confesseur, d'après les décisions de la hiérarchie. »

« Le moyen n'est pas nouveau, nous le connaissons. Mais il est bon de constater qu'on n'a jamais eu recours à ces procédés dans les luttes : au contraire. »

**Religion et Propriété**  
Les journaux cléricaux ont rendu compte d'un rapport de la Société des propriétaires de France.

Avez-vous remarqué qu'on parle de propriétaires chrétiens ?

Dans cette réunion, M. de Gailhard-Bancel a déclaré, à propos de solennels vœux, il a proclamé « l'importance sociale de la religion » pour les propriétaires.

La Société des propriétaires chrétiens, a-t-il dit, offre à tous ceux qui possèdent, mais particulièrement aux riches, aux chefs de maison, aux patrons, à tous les hommes d'ordre et de bien, qui ont à cœur le relèvement moral du pays, qui comprennent aussi l'importance sociale de la religion, le moyen de mettre en commun leur bonne volonté, leur zèle, leur intelligence et leurs efforts, afin d'exercer autour d'eux une influence plus efficace, soit dans l'accomplissement de leurs devoirs, soit dans la revendication de leurs droits.

Nous voilà bien avertis. Le peuple ne saura jamais assez que les propriétaires font ainsi de la religion la gardienne de leurs intérêts. M. de Gailhard-Bancel a bien parlé.

**ECHOS ET NOUVELLES**  
POMMES SANS PEPINS  
Une revue anglaise nous a appris, il y a quelque temps, que l'on cultivait maintenant, sans difficulté, la pomme sans pépins. Il n'a fallu que quelques années d'expérience pour que l'arbre producteur de cette rareté ne fleurît pas, comme ses congénères ; il n'y a pas de pèches, qui ont leur fleur et leur fruit, et les organes mâles ; cette formation est tardive, et les gens qui ont eu l'idée de cette nouveauté, ont dû, au point de corollé ni d'adoration séductrice, ce qui sauve la récolte des assauts d'une plaine sociale, ennemie des pommes. Après d'ailleurs privilèges, décade unie et dure, qui lui désirent faire connaître en premier l'annonce de leur mort. S'ils sont tues, la carte s'imprime du champ de bataille, avec le second rangement certifiant le mort, et envoyés au Japon, à son destinataire.

**NOS DÉPÊCHES**  
par Services Télégraphiques et Téléphoniques spéciaux

**LA QUESTION DU MAROC**

**France et Maroc**  
C'est de la bouche même du prince de Bulow que M. Bihourd, notre ambassadeur, a eu connaissance de la note adressée par M. Rouvier à Berlin. L'entrevue, qui a duré plus d'une heure, a eu un caractère très amical, contrastant avec les bruits plutôt pessimistes qui furent mis en circulation ces jours derniers.

Bien que la note de M. Rouvier se présente comme un refus, l'opinion constate qu'elle laisse la porte ouverte à toute discussion ultérieure. C'est là le principal point à noter.

Berlin, 25 juin. — On mande de Berlin, 22 courant, à la « Gazette de Francfort » : « Il semble que les négociations avec la France au sujet de la question marocaine prendront plus de temps qu'on ne croyait d'abord généralement. On estime, dans les milieux officiels, que la note française remise hier ne donne pas satisfaction entière. Les privilèges que, d'après cette note, la France se réserve encore au Maroc, ne seront pas tous reconnus par l'Allemagne, pas plus qu'ils ne seront tous reconnus par le sultan du Maroc, d'après ce que démontre sa récente attitude. Cela ne barre pas la voie à un arrangement ultérieur, à la suite d'autres négociations. »

La revue berlinoise « Europa » annonce qu'au début de l'impérialisme marocain, le chancelier de l'Empire s'est assuré que l'armée et la marine allemandes seraient, en cas de besoin, en état parfait de préparation. « Il ne faudrait pas conclure de cette précaution toute naturelle, dit le correspondant berlinois de la « Gazette », que notre gouvernement nourrit des tendances belliqueuses. Ces tendances n'ont jamais existé, et, à aucun moment, dans les sphères responsables on influence. Egalement fausse est l'insertion parue dans quelques feuilles allemandes, que cette question marocaine serait née d'une ambition coloniale et du désir d'une acquisition territoriale. »

**A Londres**  
L'EMPEREUR ALLEMAND  
NA JAMAIS PENSE A LA GUERRE  
Londres, 25 juin. — Le correspondant du « Daily News » à Berlin a interviewé un diplomate de l'entourage du prince de Bulow.

« Le diplomate a démenti de la façon la plus formelle que l'empereur et le prince de Bulow aient jamais envisagé l'éventualité d'un conflit sérieux entre l'Angleterre et l'Allemagne, et encore moins d'une attaque navale de l'Allemagne par la Grande-Bretagne. »

**La Réponse de l'Allemagne**  
Berlin, 25 juin. — Voici, d'après des renseignements particuliers, quelle sera la réponse de l'Allemagne à la note de M. Rouvier : Le gouvernement de l'empereur demande que la France précise plus nettement son programme de réformes au Maroc.

En même temps l'Allemagne, désirant arriver à une entente, propose que les deux pays discutent séparément chaque question, comme cela a été prévu par la convention de Madrid ; par exemple les commerces des côtes, les questions de frontières seraient discutées isolément, de même tous les autres sujets qui peuvent se poser dans l'avenir.

Si la France accepte ces propositions, l'Allemagne est disposée à renoncer à l'idée d'une conférence.

**La Réponse du Sultan**  
Tanger, 25 juin. — On télégraphie de Tanger. L'état d'esprit actuel du sultan permettrait de s'attendre de sa part aux résolutions les plus inattendues. Une nouvelle arrivée hier de Fez justifie cette impression.

Le sultan, après avoir laissé plusieurs semaines dans l'ombre le fameux conseil composé des représentants des villes, conseil dit des notables, la convoqué d'urgence et lui fait ordonner d'approuver une sorte de motion tendant à l'ouverture d'un port de commerce à Salgia, point situé sur la frontière algérienne, à l'embouchure de l'oued Kias.

Les travaux de ce port seront confiés à l'industrie allemande. Cette décision a été prise à la suite des nouvelles alarmantes envoyées par les agents du makhzen sur la frontière relativement à de prétendues mesures de représailles prises par les autorités françaises en réponse aux procédés punitifs du makhzen.

La détermination prise par le sultan à ce sujet a surpris divers membres de la cour chrétienne eux-mêmes qui avaient été complètement assurés en dehors des préparatifs de la question. Quelques-uns ont fait timidement observer que le traité de 1845 et les conventions de 1901 et 1902 sont incompatibles avec le projet cherché, car les assurances données au sultan, au sujet de la France, certains droits spéciaux et exclusifs dans cette région.

**Revue de la presse allemande**  
La presse allemande et le Maroc. — Calme général. Tendances pacifiques.  
Berlin, 25 juin. — Le ton général de la presse allemande contraste aujourd'hui singulièrement avec celui de la presse française. Elle est unanime à s'étonner de l'étonnement qui se produit en France et il est rassurant de constater qu'elle considère une guerre franco-allemande, dans les circonstances présentes, comme une éventualité invraisemblable.

bles de Paris peuvent, eux aussi, en termes pathétiques, parler de la possibilité d'une attaque de la part de l'Allemagne.

Aucun homme raisonnable, en Allemagne, ne songe à provoquer la guerre avec la France ou à l'humilier. Mais, comme après la retraite de M. Delcassé, le gouvernement français et la plus grande partie de l'opinion publique paraissent se rallier à l'idée d'une conférence, il est bien compréhensible qu'on ne soit pas satisfait, à Berlin, du procédé dilatoire adopté par M. Rouvier dans cette affaire et de la dernière note qu'il a présentée.

Mais, même après cette note, le terrain d'entente reste toujours ouvert, comme il le déjà fait voir l'entrevue qui a eu lieu hier entre le prince de Bulow et l'ambassadeur de France. Les indications venant de Paris prouvent, d'ailleurs, que M. Rouvier n'a pas dit son dernier mot.

Berlin, 25 juin. — La « Gazette de Voss » s'attache à rassurer les Français, le cours des événements dépendant beaucoup de leur calme. Envisagent cette crainte d'un conflit armé qui est au fond de tous les esprits ; la feuille officielle s'exprime comme suit : « Nous ne croyons pas, pour notre part, qu'un tel pessimisme soit fondé. Nous ne pouvons nous faire à l'idée que deux grandes nations civilisées se lancent en guerre pour le Maroc. »

Rappelons cependant que la presse allemande n'a cessé de répéter tous ces jours derniers que le Maroc n'était que le départ d'un plus grave problème : l'avenir des relations franco-allemandes.

On dit beaucoup en France que l'Allemagne cherche à profiter des défaites russes pour ébranler les empires à la France ; ce sont là des opinions sans fondement. Nous sommes encore tous pénétrés de cet axiome de Bismarck qu'une guerre doit être populaire pour réussir. Même si nous étions victorieux, ce serait une calamité, si l'Allemagne mobilise, il faut que soit un cri d'enthousiasme général, que tous reconnaissent qu'il s'agit d'une nécessité nationale.

Ce n'est que si les Français foulaient aux pieds d'une manière flagrante les droits de l'Allemagne, s'ils étaient assez fous pour faire cela, que nous n'hésiterions pas. Mais l'état actuel de l'opinion française ne nous autorise pas à prévoir d'aussi graves éventualités.

Berlin, 25 juin. — L'officielle « Correspondance Prussienne » dit que, « du côté allemand, il n'existe pas d'idées belliqueuses ». La feuille germanique, se posant la question de savoir s'il existe un danger de guerre, écrit :

« A cette question, on peut répondre que non. Bien que la note de M. Rouvier ait provoqué quelque émotion, notamment à Paris, ce n'est pas le cas de songer à une guerre, ni maintenant ni pour longtemps encore. Les peuples français et allemands veulent pas de conflit sanglant à cause du Maroc et le gouvernement allemand sait qu'il mettrait tous les torts de son côté s'il venait soutenir ses demandes l'épée à la main. Tant au sujet d'Oran qu'à la Wilhelmstrasse on espère fermement une solution pacifique et la presse et le public devraient aider la diplomatie dans sa difficile tâche. Certes, la situation est sérieuse, mais elle ne donne pas encore lieu à des inquiétudes, et même au cas où la France et l'Allemagne ne pourraient s'accorder, l'Allemagne saurait encore trouver un moyen pour éviter l'« ultima ratio ».

**La Révolution EN RUSSIE**

**Les Massacres de Pologne**  
Les troubles de Lodz. — Désordres dans le Caucase. — Une épidémie à Liban.

**LE CAUCASE**  
Tiflis, 25 juin. — Les descriptions imprimées dans tout le district d'Erzeroum, il y a un mois de 70 Kurdes a pillé les villages de Erzeroum, et enlevé 500 têtes de bétail. Un détachement de Kurdes, 3000 hommes environ, s'est dirigé vers le sud, et a pillé les villages de Erzeroum, et enlevé 500 têtes de bétail. Un détachement de Kurdes, 3000 hommes environ, s'est dirigé vers le sud, et a pillé les villages de Erzeroum, et enlevé 500 têtes de bétail.

**LES EMBUTES EN POLOGNE**  
Lodz, 25 juin. — Les graves embutes de ces derniers jours vont se renouveler malgré les renforts envoyés en toute hâte. Une panique indescriptible règne dans le régiment. Les habitants désertent la ville en abandonnant leurs maisons. Les bagages sont jetés tous leurs affaires. Les bagages sont jetés et l'on craint des faillites nombreuses. On redoute les pires désordres.

**MASSACRES A LIBAN**  
Liban, 25 juin. — Les détonations de tir ont été entendues, avec l'aide de vacance, au sud.